

UNIVERSITE PANTHEON-ASSAS (PARIS II)
INSTITUT DE CRIMINOLOGIE DE PARIS



Département de recherche sur les Menaces Criminelles Contemporaines

NOTES & *études*

**Du *chaos*
au *nomos***

**Penser les menaces
émergeantes**

Xavier Raufer

Juin 2003

Département MCC - 28, rue Saint-Guillaume - 75007 Paris
e-mail : info@drmcc.org Site internet : www.drmcc.org

Du chaos au nomos ¹ : penser les menaces émergentes

XAVIER RAUFER

Juin 2003

« Le don de voir est moins commun encore que le don de créer »

Emile Zola, « Le roman expérimental » 1880

¹ Nomos (ordre, statut) s'oppose à chaos. Concept grec classique repris par le politologue Carl Schmitt, (Le Nomos de la terre) Nomos est le substantif du verbe grec nemein, à la triple étymologie : s'emparer (d'une propriété, par ex.), partager ; enfin mettre en valeur - en allemand nehmen (prendre, occuper), teilen (partager), weiden (mettre en pâture, organiser). Prendre, répartir, exploiter, sont les trois phases majeures de l'instauration d'un ordre - ici, l'ordonnance globale du monde.

Introduction

Pendant que l'Europe se divise, pendant que trop souvent, nos intellectuels médiatiques commémorent ou prennent des postures, les Etats-Unis vont de l'avant. Que leurs réactions au 11 septembre, affaire irakienne comprise, nous semblent justifiées ou criminelles, brillantes ou débiles est une autre histoire. L'exécutif américain pense pouvoir maîtriser la situation actuelle du monde. Il croit fermement savoir où il va, ce qu'il doit faire pour reprendre la main à l'échelle planétaire - et d'abord et surtout, pour éviter d'autres surprises tragiques type « 9/11 ».

Que Washington soit dans l'erreur, n'ait rien compris à rien, que ses plans soient navrants et ses entreprises, vouées au désastre, est secondaire. Le fait primordial est que l'exécutif américain a une vision de l'avenir du monde. Et que depuis le 11 septembre, il l'impose, sans états d'âme ni douceur particulière, au reste de la planète.

Révéler (au sens photographique) cette vision américaine du monde, la décrire, l'analyser et la commenter n'est pas la tâche du criminologue. Celle-ci est en l'occurrence plus modeste. Le criminologue doit repérer dans l'ensemble foisonnant et complexe de projets, de plans, d'opérations et d'actions mis en œuvre par les Etats-Unis depuis septembre 2001, les éléments affectant le crime organisé et le terrorisme. Ceci fait, il doit exposer ces éléments, montrer en quoi ils risquent d'influer sur le destin de telle scène criminelle, de telle entité terroriste, de tel flux de biens ou services illicites.

D'origine, notre Département de recherche pense que commémoration, conformisme et bienséance amènent au mieux à radoter, au pire, condamnent au rétrospectif, à la cécité. Nos travaux sont donc toujours ouverts sur l'avant ; nos observations, tournées vers l'avenir. Notre méthode de recherche n'est pas historique ; nos efforts visent au contraire à détecter le plus tôt possible les périls criminels et terroristes : les bourgeons nous passionnent plus que les arbres. Cela nous a amenés à préconiser, d'assez longue date et plutôt seuls dans l'exercice, une démarche : celle du décèlement précoce (longuement exposée ci-après).

Or jusqu'au second semestre 2002, notre souci de décèlement précoce n'intéressait pas vraiment plus Washington que Paris ; les experts que nous rencontrons outre-Atlantique (universitaires, fonctionnaires fédéraux, analystes de think-tanks, etc.) étaient plutôt

dans une logique de compilation : collectionnant tous les noms possibles d'individus ou d'entités terroristes, ils en faisaient des listes, ou en remplissaient des mémoires d'ordinateur. Ceci fait, ils s'imaginaient à l'abri.

Depuis la rentrée 2002, les choses changent à Washington, et vite. Si le travail de compilation de listes continue sur sa lancée – sans doute aussi, comme rideau de fumée – les moyens les plus considérables, les individus les plus brillants et expérimentés, ou ceux en qui l'exécutif a le plus confiance, pilotent désormais des projets visant à la détection précoce des menaces. Deux exemples.

- Stephen A. Cambone est depuis mars 2003 le premier titulaire du poste nouveau de ministre adjoint de la Défense pour le Renseignement (Undersecretary of Defense for Intelligence)². Un poste important puisque ce nouveau ministre-adjoint a autorité sur la Defense Intelligence Agency, la National Security Agency et la National Imagery and Mapping Agency. Cet homme de confiance de Donald Rumsfeld pour les missions difficiles a un objectif simple : recover the lost art of strategic warning (retrouver, ou redécouvrir, l'art perdu de l'alerte stratégique). Voici ce que S. Cambone entend par strategic warning : spotting and identifying and articulating trends – geopolitical, technical, demographic – which in combination will create for the United States either opportunities or hazards in some period of years in the future (repérer, identifier et combiner des tendances – géopolitiques, techniques, démographiques – qui, associées, permettront aux Etats-Unis de déceler opportunités et dangers des années à l'avance). Sa méthode de travail est interactive : engage analysts, question their assumptions and methods, seek from them what they know, what they don't know and ask them their opinions (affronter ses analystes, mettre en cause leurs certitudes et leurs méthodes, trier ce qu'ils savent vraiment de ce qu'ils ne savent pas, et leur demander leurs opinions). Dans l'autre sens, il s'agit de : inform the analysts of the interest of senior decision-makers, so they can direct their work. (informer les analystes sur ce qui intéresse les dirigeants, pour qu'ils puissent orienter utilement leur travail). Tout cela conduisant, espère le Pentagone au strategic warning, qui est une autre façon de nommer la détection précoce.

² For military intelligence, a new favorite commando, New York Times, 11/04/2003.

- John Poindexter est un « vieux de la vieille » des administrations républicaines précédentes (CIA, Irangate, etc.). Depuis la fin de l'année 2002 il pilote, pour le compte de la DARPA (Defence Advanced Research Agency – agence de recherche et de développement du Pentagone), le projet Total Information Awareness, ou TIA, lui plutôt orienté sur la sécurité intérieure ³. Doté d'un budget de 137 millions de dollars pour l'année 2003, le projet vise à anticiper les risques et à identifier les groupes d'individus potentiellement dangereux – là encore, de la détection précoce. TIA est en fait une énorme architecture informatique associant des logiciels capteurs d'informations hétéroclites ; ou encore spécialisés dans les recherches de données multilingues et multisupports ; dans la traduction et la traduction simultanées - et même dans l'analyse sémantique des discours et conversations captés.

Caractéristiques de la nouvelle donne, ces deux projets sont loin d'être les seuls.

Vont-ils réussir ? C'est-à dire, vont-ils permettre aux Etats-Unis de détecter à temps les périls nouveaux ? Dans un premier temps, c'est douteux. La mission de Cambone vise à orienter le renseignement militaire dans le sens voulu par l'exécutif ; et ce que sait et veut le ministre peut se trouver à des années-lumière du danger réel. Et l'énorme projet TIA débouchera sans doute d'abord sur une non-moins énorme intoxication circulaire ; sur une colossale entreprise de réification.

Mais l'Amérique pratique bien mieux que nous la logique essai-erreur. Et donc lorsqu'à Paris, de brillants esprits ricaneront encore sur ces benêts de yankees et leurs efforts futiles, ceux-ci parviendront à des résultats. C'est à dire, détecteront avant nous Européens les dangers émergents. Or en matière de terrorisme et de crime organisé, l'une des rares lois infaillibles est l'effet de déplacement : si la cible Américaine est dure et l'Européenne, molle, c'est nous qui seront frappés – ou dépendrons de Washington pour être avertis. Devant l'hyperpuissance, nous serons alors dans une position de sujétion bien pire encore qu'aujourd'hui.

Cet avenir-là est-il fatal ? Sommes-nous condamnés à faire sans fin d'impuissants « observatoires » sur une puissance qui avance ? Non. La logique dans laquelle s'engage aujourd'hui l'Amérique, nous la connaissons, d'héritage, bien mieux qu'elle. Nous savons pourquoi leurs premiers projets de détection précoce, ceux dépeints ci-dessus,

³ Cf. Intelligence Online N°451, 18/04/2003.

vont sans doute échouer. Nous pouvons mieux et plus vite qu'elle nous engager sur la voie qu'aujourd'hui prend l'Amérique.

Le ferons-nous ?

Le texte qui suit est à l'usage de ceux qu'intéresse l'idée de relever ce défi. Il est une tentative d'explorer aussi complètement que possible la voie du décèlement précoce.

Que les ricaneurs, les esprits forts et les bienséants en abandonnent ici la lecture. Il n'est pas pour eux.

- Un socle solide pour une pensée du décèlement précoce

L'ère de l'information est en fait celle de la perpétuelle actualité. Enivré de technologie, l'homo communicans du début du XXI^{ème} siècle vit dans l'idée qu'il a tout inventé, que le monde débute avec lui. Ce qu'il oublie, cet homme américanisé, c'est qu'en Europe, le socle de toute vie sociale est posé depuis vingt-cinq siècles.

Y compris même pour la défense et la sécurité, domaines en général tenus pour contemporains. Or pour les Européens, la sécurité est une hantise millénaire : la lecture des deux extraits suivants le démontre. Le premier évoque la sécurité au quotidien ; le second, un engrenage terroriste conduisant au chaos d'une guerre civile. Quoi de plus actuel que le ton même de ces textes ? De plus familier que ce qu'ils décrivent ? On dirait les propos de campagne électorale d'un homme politique, ou l'analyse d'un expert sur les dernières convulsions balkaniques.

Or le premier texte est tiré du « Contre Midias » de Démosthène et date de 348 (ou 347) avant notre ère ; et le second provient de « La guerre du Péloponnèse » de Thucydide d'Athènes : il remonte donc à vingt-cinq siècles.

- « [Démosthène, s'adressant aux juges] Tout à l'heure, quand le tribunal aura levé séance, chacun d'entre nous rentrera chez lui – l'un d'un pas vif peut-être, l'autre plus lentement – sans s'inquiéter, sans se retourner, sans avoir peur, sans se demander si l'homme qu'il va rencontrer est un ami pour lui ou ne l'est pas, s'il est grand ou petit, s'il est vigoureux ou chétif, sans se poser aucune de ces questions. Pourquoi donc ? Parce qu'il sait, au fond de lui-même, dans la ferme confiance qu'il a dans le régime, que personne ne viendra l'enlever, ni le frapper, ni lui faire violence ».

- « Ainsi, de cité en cité, la guerre civile étendait ses ravages. Dans celles qui furent touchées les dernières, les factieux, instruits de ce qui s'était fait ailleurs, allèrent plus loin encore dans la voie des excès révolutionnaires, grâce à une technique perfectionnée de l'insurrection et à des méthodes de terreur inouïe... Chaque fois, c'était aux forcenés que l'on faisait confiance et l'on

se défiait de ceux qui les contredisaient. L'auteur d'un attentat réussi passait pour un grand esprit, mais on jugeait plus habile encore celui qui flairait un complot... Ni les uns ni les autres ne s'embarrassaient de scrupules, mais on prisait d'avantage les hommes qui savaient mener à bien des entreprises détestables en les couvrant avec de grands mots. Quant aux citoyens d'opinion modérée, ils tombaient sous les coups des deux partis, soit parce qu'ils refusaient de combattre avec eux, soit parce que l'idée qu'ils pourraient survivre excitait l'envie. C'est ainsi qu'avec les luttes civiles, toutes les formes de dépravation se répandirent en Grèce »(La Pléiade, Gallimard, 1965).

Ignorer cet héritage, faire comme si ce socle n'existait pas, revient à s'interdire de penser. Et ne pas penser en matière de sécurité et de défense a un prix : l'aveuglement, l'incapacité de pré-voir.

Voyons pourquoi.

Nous disposons de systèmes perfectionnés, et constamment améliorés, pour prévoir tant que possible les séismes graves, les épidémies. Or rien de tel aujourd'hui dans les domaines du terrorisme et du crime organisé, bien qu'il s'agisse de menaces flagrantes – sans doute les plus graves de celles qu'à vue humaine, affrontera le monde. Face à ces menaces, un mépris certain pour la pensée, l'arrogance et l'ivresse technologique ont provoqué, jusqu'alors et le plus souvent, l'activisme brouillon, la réactivité myope. Pire encore, cette irréflexion a interdit qu'émerge toute vision globale de la menace, donc, un cran au-dessous, toute stratégie sérieuse pour l'affronter.

Résultat : les terroristes ont aujourd'hui encore l'initiative d'attentats meurtriers ; les mafieux, l'apanage de trafics d'ampleur planétaire – êtres humains par millions, stupéfiants par tonnes, armes par cargos. Et les grands Etats continuent de simplement réagir, d'ahaner pesamment derrière terroristes et mafieux. Ils incarcèrent des individus au fond négligeables et ignorent, ou de ne voient pas, les systèmes qui les mobilisent et qui, eux, sont tout. Conclusion : face aux mafias et aux grandes entités terroristes, les Etats – y compris les Etats-Unis d'Amérique – occupent toujours la désagréable position du gardien de but lors des tirs de penalties.

Cette faillite – au moins conceptuelle – n'émane pas de la pratique anti-criminelle ou anti-terroriste elle-même, mais provient de bien plus haut. Originelle, cette faillite affecte ce qui d'abord interdit, ou à l'inverse permet, de déceler les menaces, puis de poser sur elles un diagnostic réaliste.

Cette faillite n'est pas plus irrémédiable qu'excusable. Car des règles intellectuelles – bien connues, sinon complexes – permettent, depuis deux millénaires, de penser les si-

tuations difficiles et multiformes, comme celles tenant aux dangers émergents. Or dans leur lutte contre ces nouvelles menaces, les occidentaux – d’abord les Etats-unis réagissant aux attentats du 11 septembre 2001 – ont cru pouvoir s’abstenir de penser ; ils se sont affranchis de ces normes de réflexion fécondes.

Cette observation initiale nous a conduit à essayer de penser les menaces émergentes.

Limitée au champ préalable d’inspection (notion cruciale exposée ci-après), cette étude se fonde sur un socle de règles établies dès l’aurore de la pensée. Conçue en trois étapes : appréhender, discriminer, décider, l’étude tente d’abord d’expliquer les motifs de la faillite ci-dessus dénoncée, puis explore une voie menant du chaos au nomos.

I - Appréhender

1°) Ce qu'on entend par « nouvelles menaces » ne peut être efficacement appréhendé, contrôlé, battu, que grâce à des techniques de décèlement précoce.

2°) User de ces techniques est désormais crucial, ce pour au moins deux raisons :

- Le système international est en voie de décomposition. Conçu après la seconde Guerre mondiale, il a pour l'essentiel résisté jusqu'à la parenthèse historique 1989-2001. Mais aujourd'hui, l'ONU et l'Union Européenne sont fragilisées, et l'Otan agonise. Au-delà, se dénouent aujourd'hui une foule d'accords de coopération et d'engagements internationaux, jadis conçus pour résister au communisme. Par son existence même, cet entrelacs serré permettait de parer certains coups – et amortissait au moins les autres. Cette trame défaite et pour l'avenir prévisible, les coups – notamment terroristes et criminels – toucheront l'Europe plus vite, lui feront plus mal.

- Durant la guerre froide, toutes les menaces (visant au moins le « bloc occidental ») étaient lourdes, stables, lentes, y compris le terrorisme. Les « nouvelles menaces » sont toutes chaotiques, fugaces, a-logiques – parfois fulgurantes. Pouvant provoquer des ravages énormes, elles doivent donc être détectées puis neutralisées au plus tôt.

3°) Ainsi, à l'aube du XXI^{ème} siècle le décèlement précoce est-il crucial – mais il ne va pas de soi ; seul s'engage fructueusement dans cette voie celui qui a discerné que seul ce qu'on n'a pas vu, ce qu'on n'a pas voulu voir, ce qu'on a négligé, ce à quoi on n'a pas cru, est vraiment dangereux aujourd'hui.

Ce point est décisif – mais pose problème : si ce qu'on sait n'est pas le plus dangereux, comment accéder à ce qu'on ne sait pas ?

Cette étude espère démontrer que c'est possible, au prix d'un effort (intellectuel) : pour accéder à ce qu'on ne sait pas, il suffit de comprendre et d'accepter que ce qui nous empêche de savoir est en nous. Que les obstacles ne sont pas le moins du monde dressés par les entités dangereuses du chaos mondial, dans le but de nous égarer – mais sont au contraire dans nos têtes.

4°) Levons ces obstacles. Sachons éliminer « ce qui recouvre, ce qui est figé et ce qui est devenu abstrait ». Empruntons la voie du décèlement précoce. Notre pronostic est

qu'alors, voyant ces entités menaçantes nues sous notre loupe, ex-posées telles qu'elles à notre observation, nous réaliserons qu'elles sont tout sauf surhumaines, plutôt fragiles et finalement, à notre portée.

L'auteur de ces lignes ne parle pas en l'air ⁴. Dans la voie du décèlement et de l'intervention précoces, des expériences ont déjà été tentées. Elles valident – O mânes de Mao – la formule « oser lutter, oser vaincre ». Elles démontrent qu'il n'y a pas de forteresse – criminelle, terroriste, ou autre - imprenable. Elles confirment que seules les batailles qu'on craint de livrer sont à coup sûr perdues.

- Les entités dangereuses du monde actuel ne sont pas invincibles

Nous connaissons les dangers avérés du monde réel. En vrac : terrorismes, mafias, grands trafics mondiaux (êtres humains, stupéfiants, armes, véhicules), guérillas dégénérées, guerres de bandes, zones hors-contrôle, fanatismes meurtriers, finance criminalisée. Voici ce qui est vraiment menaçant aujourd'hui. Ces périls clairs et identifiés, nous les avons déjà radiographiés et disséqués cent fois en grands détails ⁵ : inutile d'insister sur la diversité et l'allure chaotique de la menace.

Pris ensemble, les dangers réels du monde actuel sont la face noire de la mondialisation ; une réaction – ce qu'est la fièvre pour un être humain – à l'effondrement brutal de l'ordre bipolaire en 1989-91. Ils constituent les symptômes visibles du chaos mondial qui règne depuis lors.

Exemple, la piraterie maritime. Depuis l'antiquité, la piraterie signale les périodes de chaos mondial. En Méditerranée, elle fait rage dès la chute de l'empire Romain et durant le haut Moyen-âge. Les pirates réapparaissent lorsque s'effondrent les royaumes musulmans d'Espagne, les corsaires-moujahidines - souvent des Maures chassés d'Espagne - virant à la piraterie après un épisode de « jihad maritime ». Quand s'abolit l'ordre mondial (en 1989-90), la piraterie resurgit vite, et s'aggrave depuis lors, dans l'absence de tout ordre mondial reconnu (ou subi...).

⁴ Voir à l'annexe 2, un exercice concret – et publié – de décèlement précoce d'une menace grave.

⁵ Voir notamment « Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces » collection Défense & Défis Nouveaux, PUF, sous la direction de Xavier Raufer, 11/1998. Et « Insécurité intérieure et défense nationale », tribune libre d'Alain Bauer et Xavier Raufer, Le Figaro, 27 novembre 1997.

Pris un par un, nul des dangers ci-dessus évoqués n'est insurmontable. Projetées à l'échelle européenne avec l'appareil judiciaire ad hoc, des techniques policières classiques, en œuvre de longue date à l'échelle nationale, régleraient vite la majorité des problèmes criminels ou terroristes déclarés. Sur ces méthodes séculaires et fort efficaces, mentionnons l'enquête sur l'attentat « à la voiture piégée » (un chariot de foin, un baril de poudre) contre Napoléon, le 3 nivôse an IX (24 décembre 1800) ⁶, modèle insurpassé à ce jour de toute investigation antiterroriste.

Affirmons aussi que le terrorisme peut se vaincre. Pour preuve, voir en annexe le récit de l'insurrection des Sikhs au Penjab indien (1978-1994). Peu d'entreprises terroristes au monde furent plus meurtrières et sophistiquées – Indira Gandhi, alors premier ministre, assassinée le 31 octobre 1984 ; un Boeing 747 d'Air India détruit en vol le 23 juin 1985 (325 morts) ; assassinats et attentats par milliers - mais le gouvernement indien parvint quand même à l'emporter.

L'objectif de la « communauté internationale » est donc tout tracé : juguler le chaos et donner à la Terre un nomos (statut). A mesure où l'ordre s'imposera et comme toujours dans l'histoire humaine, les dangers actuels se résorberont, au minimum s'atténueront. Disparaîtront-ils ? Non bien sûr. Mais ils passeront sous le seuil de l'insupportable. Terrorisme, crime organisé, territoires hors-contrôle et flux illicites mobiliseront toujours les gouvernants, militaires, fonctionnaires, magistrats, officiers de renseignement – mais l'homme de la rue pourra le plus souvent les oublier.

Reste le problème crucial : comment résorber les menaces, déclarées et émergentes, ce de façon efficace, humainement et financièrement supportable par la société ?

- Affronter sérieusement ces dangers : la voie du décèlement précoce

Une voie prometteuse est le décèlement précoce, méthode qui tient de la médecine préventive, et fournit la capacité :

- d'abord, de repérer, puis d'écarter les apparences – donc d'accéder au réel,
- Ensuite, de poser rapidement et efficacement des diagnostics ;

⁶ « La police parisienne de Napoléon », Jean Rigotard, Bibliothèque Napoléonienne, Tallandier, 1990.

- Enfin d'agir tôt, avec précision et autorité.

Mais bien comprendre ce qu'est la détection précoce impose préalablement de présenter son contraire : la réalisation tardive.

Voici un extrait du texte prononcé le 27 août 2002 par le ministre français des Affaires étrangères à la Conférence des ambassadeurs :

« A ces données anciennes se superposent désormais de nouvelles menaces que nourrit l'instabilité du monde : le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, le crime organisé. Elles font émerger de nouveaux acteurs qui profitent des lacunes de l'ordre mondial, qu'ils soient Etats, mafias, groupes terroristes. Le mouvement leur est propice ; le réseau, nouvelle loi du monde, leur est familier. La route de la soie des temps anciens est devenue un labyrinthe de chemins ouverts : routes du commerce, voies de l'information, des migrations, mais aussi de la drogue, du trafic d'armes, du terrorisme. Enfin, l'économie mondialisée, pauvre de règles et de gendarmes, leur fournit de multiples points d'entrée (...) Le monde bouillonne de projets, d'innovations, d'opportunités. Mais il a aussi sa face d'ombre. Comme les déserts gagnent sur les terres fertiles, les zones grises semblent s'étendre. Les réseaux terroristes ou mafieux pénètrent au cœur de nos métropoles et dans notre tissu économique. Le désordre se répand de manière tantôt brutale, tantôt insidieuse ».

Tout ce que dit ce texte est vrai et excellent – mais l'était déjà pleinement en 1992, année où ce diagnostic pouvait déjà être posé en tous points. Dix ans avant ou après qu'importe ? Si, cela importe : voici une décennie, ce diagnostic permettait d'élaborer à temps une doctrine d'action contre les périls nouveaux ou subitement plus graves, donc d'agir tôt – c'est à dire efficacement - sur les territoires hors-contrôle, contre les entités dangereuses. Dix ans plus tard, ce texte se borne à constater, à prendre acte.

Ceci posé venons en au décèlement précoce.

Pour user d'une image astronomique, la démarche du décèlement précoce prône l'inutilité d'avoir toujours plus de télescopes, eux-mêmes toujours plus gros, si l'on ne sait où les braquer et surtout, où les braquer à temps.

Le point de départ d'une telle démarche consiste à réaliser :

a) Qu'il s'agit bien d'une démarche, d'un acte volontaire : « L'appréhension n'est pas un simple processus, mais une décision » (Martin Heidegger, ci-après MH, Introduction à la métaphysique, Tel-Gallimard, 2001). Sur ce point, deux citations du même texte :

« Renoncer à ce qui est courant [...] constitue un saut. Pour sauter, il faut prendre l'élan convenable. C'est cet élan qui décide de tout ; car il signifie que nous-mêmes, nous demandons

réellement les questions à nouveau, et, par ces questions seulement, nous frayons des perspectives. Ceci toutefois ne peut se produire dans un arbitraire divagant, ni davantage en s'en tenant à un système promu comme norme ».

« [L'appréhension n'est pas] un comportement normal de l'homme [ni] un usage allant de soi qu'il [l'homme] ferait de sa capacité intellectuelle, voire [...] un processus psychique intervenant fortuitement parmi d'autres. Au contraire, l'appréhension est arrachée par la lutte à l'activité routinière, et contre elle».

Gardons en mémoire « renoncer à ce qui est courant... l'activité routinière », point central que nous retrouvons plus bas. Ceci dit, il s'agit donc d'appréhender, puis immédiatement après, de situer notre démarche dans son cadre temporel.

Ceci mène à poser...

b) Que collecter des informations n'est pas penser : on ne peut construire un appareil préventif-préemptif de lutte contre le terrorisme ou le crime organisé partant d'une simple collecte d'informations (ouvertes ou secrètes) ce pour deux raisons :

- Pertinence - Ces informations sont d'ordinaire recueillies conformément aux définitions admises par l'opinion régnante (encore le thème du courant et du routinier),

- Anachronisme - Ce que l'on prétend actuel retarde toujours sur le réel ; faite pour alimenter les médias et l'opinion, l'information est par nature inopérante pour toute anticipation. Preuve : nulle opération pro-active ne se fonde sur l'« actualité », ni sur les médias, même « chauds ». Pour agir, les militaires en opération, les traders à la Bourse, ont besoin de données « en temps réel », ce qui démontre que l'information d'un côté, le temps réel de l'autre, sont d'ordre chronologique différent.

Le décèlement précoce, lui, occupe les deux premières des trois étapes classiques de l'art médical (pronostic, diagnostic, thérapeutique) et ne fait que cela ; la thérapeutique relève en amont d'une ordonnance de la sphère politique, en aval d'une exécution par les instances de défense et de répression.

Pronostic et diagnostic reposent sur l'observation, conduite selon les règles qu'énonça Claude Bernard dans son Introduction à la médecine expérimentale : « On donne le nom d'observateur à celui qui applique les procédés d'investigation simples ou complexes à l'étude des phénomènes qu'il ne fait pas varier et qu'il recueille par conséquent tels que la nature les lui offre ».

Claude Bernard souligne bien qu'en la matière, observer ne suffit pas. Car il faut aussi ne pas faire varier les phénomènes que l'on étudie... les recueillir tels que la nature nous les offre, ce qui est plus ardu et fait échouer quiconque s'engage à l'aveuglette dans la voie du décèlement précoce.

Emprunter sérieusement cette voie, nécessite donc d'abord de repérer, ensuite d'écarter, ce qui en empêche l'accès. Cela mène à réaliser que l'obstacle sur la voie du décèlement précoce n'est pas physique - une barricade par exemple ; c'est au contraire un brouillage, au sens de brouiller une radio. Ce brouillage interdit le décèlement précoce ; il empêche de même tout progrès vers un nouveau nomos de la terre.

- Au début du XXI^{ème} siècle, le nouveau « brouillard de la guerre » ⁷

Militaire de son état, Clausewitz voit que le champ de bataille n'est pas une scène de théâtre et les combattants, tout sauf un corps de ballet. Il forge donc la frappante expression « brouillard de la guerre », qui, au XIX^{ème} siècle, dépeint tout le chaos des batailles : fracas, fumées, bruits et mouvements, informations confuses et contradictoires, chocs et surprises incessants.

A l'avènement de la société de l'information et de la communication, ce brouillard physique, matériel, des siècles passés, laisse place à un brouillage. Intense et multiforme, ce brouillage empêche durablement l'accès à la réalité des menaces, à l'essence des entités dangereuses – donc interdit de les vaincre rapidement. Pourquoi ce brouillage ? D'où provient-il ? Comment se répand-il ? Quel segment de la société affecte-t-il d'abord ?

- Chaos sur la terre, chaos dans les esprits

En l'absence d'ordre mondial, le chaos affecte des territoires ou des populations, mais aussi l'univers spirituel (fanatismes, fondamentalismes, sectes, etc.). Il touche enfin, moins visiblement, la sphère intellectuelle. Ceci n'est pas neuf : la dernière parenthèse entre deux nomos de la terre (1918-1940) voit une analogue effervescence de l'irrationnel, de l'idéologique, une semblable confusion des esprits. Dans ces périodes, le chaos est dans les têtes : les mots perdent leurs sens, les concepts flottent. Lubies,

⁷ Concept classique développé par le général prussien Carl von Clausewitz (1780-1831) dans son livre posthume « De la guerre » (1832, dernière édition française, Perrin, Paris, 1999).

rumeurs, modes, élucubrations idéologiques, fausses sciences etc., tourbillonnent et s'entrechoquent. Un mot résume la situation, celui de divorce :

- Avant une catastrophe (attentat du 11 septembre 2001 par exemple), divorce d'avec la réalité dangereuse (gravité et imminence du danger présenté par la salafiya),
- Divorce (sémantique) des mots et de leur sens – qui sait aujourd'hui vraiment ce qu'est un terroriste ?
- Divorce (affectant l'espace) entre ce qui est annoncé, publié et ce que l'on constate sur le terrain,
- Divorce (affectant le temps) entre ce qui est dit un jour, ce qui s'ensuit et ce qu'on apprend par la suite.

Ainsi, dans le domaine défense-sécurité, l'information est-elle pauvre en éléments stables et indéniables. Une situation d'autant plus inquiétante qu'à l'ère de l'information, la sphère médiatique est à la fois :

- La première responsable de la confusion, du désordre, régnant dans les esprits,
- Le principal champ de bataille (d'où l'expression « guerre de l'information »).

Aujourd'hui, le champ de bataille est d'abord médiatique. Depuis la fin de la guerre froide, le facteur mondial-clé est la prédominance de l'information. C'est sur le front de l'info-dominance, que se déroule d'abord et principalement une bataille qui se poursuit secondairement sur le théâtre de l'affrontement physique. A l'ère de la communication, toute guerre est d'abord une guerre de l'information.

Il s'ensuit qu'aujourd'hui, le « brouillage de la guerre » affecte prioritairement le domaine de la création et de la diffusion des connaissances et des nouvelles.

- Partant de là, quelle voie suivre pour passer du chaos au nomos ?

Si donc nous acceptons comme prémisses que :

- Le seul objectif possible pour la communauté internationale est d'entreprendre d'aller du chaos au nomos,

- Pour juguler le chaos, le décellement précoce est, plus que d'autres, une voie efficace, raisonnable, supportable pour les populations,

- Dé-celer précocement les entités dangereuses c'est d'abord les nommer, les évaluer – bref, les penser à l'aide de vocables bien étalonnés,

Les étapes de notre réflexion seront donc les suivantes :

a) Souligner d'abord et a contrario le risque grave de ne pas penser une situation dangereuse, de se limiter à y réagir.

Depuis l'antiquité, partout où l'homme pense (médecine, ingénierie, etc.), la phase préalable - conception, exploration - est toujours plus longue, complexe, méticuleuse (examens pré-opératoires, biologiques, radiographiques etc.) ; la phase d'action (chirurgicale, dans ce cas) étant, elle, toujours plus brève, circonscrite, encadrée.

Phase préalable : soulignons d'abord l'aspect crucial de ce que la philosophie nomme « champ préalable d'inspection ».

Dès Héraclite et Parménide sont perçus les liens formels entre déceler et appréhender, puis entre appréhender et nommer. Déceler-appréhender-nommer délimitent un « champ préalable d'inspection ». Une image explique ce dont il s'agit : avoir d'abord saisi ce qu'est le temps permet seul de comprendre l'usage d'une horloge ; non sa mécanique bien sûr, mais son objet même. L'idée de temps est ici le « champ préalable d'inspection » expliquant la pendule. Et ainsi de suite, pour tout sujet devant être pensé. Un « champ préalable d'inspection » doit donc être d'avance ouvert, si l'on veut comprendre le crime, le terrorisme, etc. A ce propos, deux citations :

« La compréhension déterminée [de l'être, dans le propos de Heidegger] se meut elle-même dans un champ préalable d'inspection déjà déterminé... Cette anté-spection, cette per-spection qui porte et dirige toute notre compréhension [de l'être], nous y sommes plongés, pour ne pas dire perdus » (MH, Introduction à la métaphysique, Tel-Gallimard, 2001)

« La détermination de l'essence [du langage] et déjà le questionnement sur cette essence, se règlent toujours sur l'opinion qui règne préalablement » (MH, Introduction ... op. cit.)

A l'inverse, partout où l'homme pense peu et mal – exemple, la lutte contre le crime et le terrorisme - il ignore, il oublie, le champ préalable d'inspection. Or celui ci porte et dirige cependant toute notre intelligence de la menace et sans sa maîtrise, nulle action efficace n'est possible. L'homme sombre alors dans un activisme frénétique et irréfle-

chi. Comme le taureau, il réagit au chiffon rouge. L'action lui tient lieu de pensée. La pratique précède la théorie – voire, la remplace. Le 11 septembre à peine passé, l'exécutif américain passe ainsi directement à la traque, sans phase préalable de diagnostic. Il réagit par un déchaînement de violence et de technologie. A l'aveuglette, ses bombardiers déversent sur l'Afghanistan des milliers de tonnes de bombes. Six mois après, les commanditaires de l'opération s'avisent que ce déluge de feu a peut-être écrasé la fourmilière – mais pas vraiment gêné des fourmis qui, entre temps, se sont dispersées partout...⁸

⁸ Voir à ce propos, en annexe 3, un fort révélateur document (commenté) sur le mode de vie des praticiens américains de l'anti-terrorisme.

b) Entreprendre ensuite d'exposer (au sens étymologique) :

- Ce qui entrave l'ouverture vers l'avant, le décèlement précoce,
- Et qui donc, interdit de poser à temps des diagnostics efficaces.

Nous exposons ici les difficultés conjoncturelles à l'accès au réel, celles qui tiennent à l'état actuel de notre société. Bien sûr, il en existe de structurelles, constantes dans l'histoire et bien connues, comme celle qu'éprouve l'homme à surmonter l'habituel pour aller au proche. Deux citations sur ce point :

« Ce que nous rencontrons tout d'abord, ce n'est pas le proche, mais toujours l'habituel. L'habituel possède en propre cet effrayant pouvoir de nous déshabituer d'habiter dans l'essentiel - et souvent de façon si décisive qu'il ne nous laisse plus jamais parvenir à y habiter ». (MH, Qu'appelle-t-on penser ? Quadrige-PUF, 1959).

« Notre relation à ce qui nous est proche est depuis toujours émoussée et sans vigueur. Car le chemin des choses proches, pour nous autres hommes, est de tout temps le plus long et pour cette raison, le plus difficile » (MH, Le principe de raison Gallimard-Tel, 1999).

Ceci écarté, voyons l'origine des brouillages qui nous concernent.

Ils proviennent surtout de deux bulles, au sens imagé que l'on trouve par exemple dans « bulle financière ». Comme la bulle de savon, la bulle financière – ou ici, médiatique - a une paroi impalpable, d'apparence fragile ; or y pénétrer est aussi difficile que d'en sortir, sans la faire éclater. Nos deux bulles sont distinctes, quoique leurs effets se conjuguent : il s'agit de la sphère des évidences courantes et du cercle des représentations régnautes. Ces deux bulles sont de volume inégal : en France, quelques milliers d'individus évoluent dans la première ; quelques dizaines, dans le second. Ce qui rayonne de ces deux bulles – notre mode courant de représentation - détermine souvent, au minimum imprègne, ce que nous croyons savoir (ici, des menaces) ; ce qui en émane sème la confusion ; ce qu'elles imposent dissimule les perspectives originales.

II - Discriminer

- La « sphère des évidences courantes », les médias, la classe politique

Dans la société de l'information, les évidences courantes sont l'addition en une « pensée unique » des préjugés, illusions, modes et phobies dominant le monde médiatique (journalistes, publicitaires, professionnels de la communication, etc.). Ces informateurs suscitent ainsi collectivement des évidences courantes - et sont en même temps leur principal vecteur de dissémination. Là encore, observons que cette dualité médiatique apparaît depuis longtemps aux philosophes :

« En même temps que l'information informe, c'est à dire renseigne, elle in-forme, c'est à dire dispose et dirige... L'information est la communication directe de nouvelles qui, en même temps et d'un autre côté, entreprend d'imprimer sans bruit sa marque sur les lecteurs et auditeurs, de les in-former ». (MH, Le principe de raison, op. cit.).

Dans le cas particulier des radios et télévisions, méfiance du réel et de l'actuel, cette attirance pour le virtuel, le fictif, tiennent à deux indéniables difficultés :

- Avec le terrorisme, la réalité est parfois peu accessible (bidonvilles de Karachi, dédales des montagnes afghanes). Mais, pire encore, la réalité criminelle est souvent peu spectaculaire : quoi de plus bucolique, de moins inquiétant que la paisible bourgade sicilienne de Corleone, sous un beau soleil méridional ?
- La caractéristique majeure des mafias est leur incroyable résistance à la répression. Toujours plus orientée vers l'info-spectacle, ou le documentaire dramatisé, la télévision subit la contrainte cinématographique du happy-end. Or face aux mafias, pas de happy-end rapide à espérer – voire nul happy-end du tout.

Mais la médiasphère n'accouche pas seule des évidences courantes : au long du processus, des interactions déterminantes s'opèrent avec le pouvoir politique. Voici comment.

En matière de terrorisme et de criminalité, tout gouvernant est tenté d'influencer ses services de police et de renseignement :

- Ronald Reagan veut à tout prix que l'« empire du mal » soviétique patronne tous les terrorismes du monde,

- Lionel Jospin nie longtemps la vague criminelle frappant la France (même s'il admet enfin avoir été « naïf ») ; pour lui, comme pour les idéologues de son entourage, les malfaiteurs sont « de malheureuses victimes de l'exclusion et du racisme ».

En tous cas – pressions ou ordres d'un côté, obéissance ou courtoisie de l'autre – on politise les services, on les contraint à produire des « preuves » fictives (Bush junior et les « liens » entre Saddam Hussein et al-Qaïda). A l'inverse, on « suggère » qu'ils occultent l'évidence (comme ce fut longtemps le cas en France, avec la criminalisation des bandes de banlieues, les cités-Cour des miracles, l'explosion des vols à main armée).

Pour ce faire, les gouvernements commandent-ils à leurs services des documents conformes à leur propre vue du monde, justifiant leur action politique – pour ne pas dire, servant leur propagande.

Suivons le trajet d'un de ces textes de commande. Fourni aux communicants officiels, ce document est passé – au prix d'un premier décalage temporel - à ces « journalistes d'investigation » qui se bornent en réalité à publier les dossiers qu'on leur remet.

Voici donc ce document « stratégique » dans la bulle médiatique. Que devient-il ? Cette question, Robert Rochefort, spécialiste réputé des sondages et de l'opinion, y répond ⁹ (poliment, sous forme interrogative...) :

« On se demande parfois si les médias n'ont pas d'abord comme spectateurs privilégiés l'ensemble socioprofessionnel de ceux qui les composent et qui du coup, se copient allègrement les uns les autres. »

Ce soi-disant scoop provoque donc ensuite et en cascade d'autres articles ou dépêches d'agence ; il est repris dans des reportages, émissions, articles de revues, puis dans des livres – enfin, dans des mémoires ou des thèses. Temps d'inertie, décalages temporels : deux ans après son introduction dans la bulle, le scoop officiel imprègne tout son domaine de connaissance et d'information. Au point qu'une recherche sur ce dont il traite permet de retrouver cent fois ce scoop, sous une forme ou une autre.

Additionné aux idées reçues du moment, ce distillat forme l'évidence sociale courante. Ce que tout un chacun croit savoir et pense vrai, parce que mille fois vu, lu ou entendu.

⁹ « La France déboussolée », Odile Jacob, 2002.

Or il s'agit plutôt d'intoxication circulaire : « une interprétation n'est pas juste du fait que c'est déjà la sienne, ou parce qu'elle s'offre comme courante et allant de soi »¹⁰.

Cette « évidence » est de plus affectée d'un syndrome de post-vision ou de persistance rétinienne : elle retarde en effet sur la réalité (criminelle par exemple, ou terroriste) du moment auquel elle finit par s'imposer :

- Elle ne décrit pas la menace la plus grave de l'heure, mais celle qu'imaginaient – celle que voulaient – les gouvernants lors de la dissémination du document initial,
- Elle ne décrit pas la menace la plus pressante, mais est l'écho, distant d'un an ou plus, de ce qui souciait à l'époque tel ministre, tel service, et leurs journalistes favoris.

La sphère des évidences courantes expose ainsi souvent des menaces décalées, tenant de l'artefact ou du mirage. Pire encore, elle provoque aussi contresens et oublis :

Contresens : dans le domaine du grand banditisme, la prise avantageuse de posture devant des menaces fictives, contribue à égarer des dirigeants politiques fortement média-dépendants (comme on parle de pharmaco-dépendance). Exemple :

Sorti de 25 ans de silence, Jean-Jérôme Colonna, « parrain » présumé de la Corse, accorde en août 2002 un long entretien – photos comprises - à un mensuel insulaire. Se disant « Corse d'honneur » et honnête homme malgré des péchés de jeunesse, ce grand-père affectueux expose son seul but : couler paisiblement ses vieux jours. Ce publi-reportage est repris (le 8 août 2002) en pleine page par Le Monde, qui semble ainsi dénoncer héroïquement un gangster dangereux. Or c'est tout le contraire : l'outing de Jean-Jé prouve son réel retrait des affaires - un bandit actif se laisse-t-il photographier ? Enquêter réellement sur le « milieu » insulaire signifiait pour Le Monde suivre ses évolutions après Jean-Jé. Mais voilà : on sortait alors de la menace fantôme ; on fâchait des individus ombrageux, armés et actifs... Mieux valait donc – cynisme ? prudence ? - publier un hagiographique faire-part de départ en retraite.

Oubli : la réalité criminelle – qui commet des crimes, où et pourquoi – n'inspire pas les médias. Dans notre pays, les grandes rédactions n'abordent en général les sujets criminels sérieux et actuels qu'avec répugnance, au dernier moment - puis s'en écartent au

¹⁰ Martin Heidegger « Introduction à la métaphysique », Tel - Gallimard, 2001.

plus vite. Prenons ces « règlements de comptes entre malfaiteurs » lors desquels des gangsters sont assassinés. Cette répulsion, ce désir de désertion éclatent dans des titres où, sans exception, figure le mot dernier : « dernier seigneur de la pègre », « dernier parrain », « dernier empereur du Milieu ». Ce leitmotiv de l'éternel Crépuscule des dieux du banditisme trahit en fait une violente envie d'oubli du crime.

Un oubli aux conséquences ravageuses : quand l'information occulte un sujet, celui-ci disparaît de la sphère des évidences courantes. Dès lors, les politiciens et principaux hauts fonctionnaires ne voulant pas, ne pouvant pas, ou n'imaginant pas qu'on puisse penser hors de cette sphère ne voient plus ledit sujet. A preuve, ces récents – et incroyables – exemples officiels d'oubli du crime :

- Parlement Européen, document de séance du 28/01/03 – A5 0021/2003 ; « Rapport sur la proposition de recommandation du Conseil relative à la prévention et à la réduction des risques liés à la toxicomanie ». Tout le narco-trafic mondial est contrôlé par le crime organisé et les mafias. Pas un mot du rapport sur cette cruciale dimension criminelle.

- European Commission – Directorate general for economic and financial affairs – Occasional papers – N°1, janvier 2003 « The western Balkans in transition ». Sur les 6 pages consacrées à l'Albanie – dont, disent les Albanais eux-mêmes, l'économie est notoirement mafieuse - pas un mot sur le crime.

- Parlement Européen, document de séance du 21/02/03 – A5 0038/03 ; « Rapport sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux précurseurs de drogues ». Là encore, la production des stupéfiants, d'ampleur désormais industrielle, est à 100% d'origine criminelle. Pas un mot dans le rapport sur le crime.

- Revue « Défense Nationale » de février 2003 – étude « Kosovo 2002 : année de transition et d'espoir ». Les militaires passés au Kosovo s'effrayent eux-même de l'emprise mafieuse sur la province. Pas un mot dans l'article sur le crime.

- Parlement Européen, document de séance du 03/03/03 – A5 0055/03 ; « Rapport sur la protection des intérêts financiers des Communautés et la lutte contre la fraude ». Qui s'en prend aux intérêts financiers de l'Europe ? Qui fraude ? Des zombies sans doute, ou des fantômes. Pas un mot dans le rapport sur le crime.

Fonds des Nations-Unies pour la population (UNFPA) – grand rapport annuel « Etat de la population mondiale en 2002 », mars 2003. Si la population mondiale est en mauvais état, c'est – de cent façons diverses – du fait d'emprises criminelles sur d'immenses zones de la planète. La narco-économie ? Les trafics d'êtres humains par millions ? Les bandes armées criminelles massacrant et pillant sur trois continents ? Tout cela est occulté. Pas un mot dans le rapport sur le crime.

Décalages temporels, contresens, oublis : ce qu'à un moment donné la sphère des évidences courantes impose comme information à la classe politique et à l'opinion, peut donc fort bien se situer aux antipodes de la réalité.

Aux Etats-Unis par exemple, de nombreux rapports évoquent en l'an 2000 les perspectives terroristes au XXI^{ème} siècle. Aucun n'a pu (ou su) s'extraire de la sphère des évidences courantes. Conformistes et bienséants, copiés les uns sur les autres, ces rapports « prévoient » tous des catastrophes hi-tech, cybernétiques, ou biologiques. Tous ignorent le danger réel – lui fort lo-tech : la Salafiya, Ben Laden.

Les attentats commis, les médias passent alors brutalement du « rien du tout » au « toujours plus » et présentent tous en grand détail ce que l'Amérique officielle nomme « al-Qaida ». Avant le 11 septembre 2001, la Salafiya était en effet inconnue du public américain comme nébuleuse terroriste, du fait du total désintérêt de la médiasphère. Après « 9/11 » bien sûr, les médias en font des tonnes. Mais du fait de l'inertie temporelle ci-dessus signalée, ce que dépeint alors la presse n'est nullement l'« al-Qaida » réelle de l'automne 2002, mais la persistance rétinienne de ce qu'elle était un an peut-être auparavant – entité depuis lors dix fois bouleversée, en partie démantelée puis reconstituée – mais à coup sûr, autre.

Quelle importance ? Cruciale, dans un pays très conformiste où, de sondages en gourous médiatiques, la logique même du pouvoir exclut le leader qui s'écarte tant soit peu des évidences du moment. Un pays où s'impose forcément, par intoxication circulaire, une vision médiatique d'« al-Qaida » – qui par construction retarde sur le réel et condamne l'Amérique à la réalisation tardive – contraire, on l'a vu, du décèlement précoce et facteur premier de la « guerre de retard ».

Voici donc comment éclôt, ce que produit, une « sphère des évidence courantes ».

Reste à envisager le cas du principal « partenaire » de cette sphère : la classe politique.

Gouverner, c'est d'abord avoir une vision, un projet, puis les réaliser, au sens étymologique. Cette entreprise nécessite un socle ferme de convictions plus un minimum de contacts avec le réel - ce malgré les obstacles qui s'interposent d'habitude entre dirigeants politiques et réalité des choses :

- Pouvoir d'intimidation médiatique,
- Pouvoir d'injonction de divers lobbies,
- Rigidité d'une caste politique peu disposée à admettre, ou à imaginer, que des logiques, des moyens d'agir existent, hors de ceux conçus en son sein.

Pour les décideurs politiques, conduire une politique à partir d'évidences courantes – c'est à dire, se laisser guider par la médiasphère – revient, pour un militaire, à préparer la guerre d'hier et non de demain ; et pour un gardien de but, nous l'avons dit, à se trouver sans cesse face à des tirs de penalties. Pourtant, le gouvernement à partir d'évidences courantes est courant. Eminent professeur de sciences sociales à l'Université de Chicago ¹¹, Mark Lilla observe récemment que nombre de gouvernants fondent toujours leur politique étrangère sur l'opposition totalitarisme/démocratie ; évidence dominante, mille fois ressassée – et cependant absurde, dans un monde où 150 nations sur 180 ne sont ni totalitaires, ni démocratiques, mais tyranniques, ce qui est tout différent. Le professeur Lilla émet l'hypothèse que cette avantageuse posture « antitotalitaire » interdit l'émergence de tout concept politique neuf, universel et réaliste depuis la fin de la guerre froide.

Ainsi, la « sphère des évidences courantes » condamne au rétrospectif ceux qui s'y confinent, elle trompe l'opinion ; elle aveugle celui qui cherche à voir loin devant. Mais cette sphère ne produit, puis ne véhicule, que des idées reçues. Elle ne tente pas d'imposer des dogmes. En cela, elle diffère du cercle des représentations régnautes.

- « Cercle des représentations régnautes » et intellos-médiatiques

L'expression « cercle des représentations régnautes » est d'origine philosophique :

« Nul n'est en état de se sortir d'un bond du cercle des représentations régnautes – et encore moins quand il s'agit des voies depuis longtemps frayées de la pensée telle qu'elle s'est

¹¹ « The new age of tyranny » New York Review of Books, 24/10/2002.

poursuivie jusqu'à nous ». (MH, D'un entretien de la parole – Acheminement vers la parole, Tel-Gallimard, 1976).

Dans notre pays, ce cercle concerne aujourd'hui et au maximum, quelques dizaines de personnages évoluant entre monde intellectuel et médias, d'où la formule « intellos-médiatiques ». Parfois complices, souvent concurrents, ils usent surtout du moralisme ¹² pour tenter de baliser l'aire dans laquelle la politique et les médias sont autorisés à s'ébattre – et ainsi, contrôler la superstructure idéologique de la société.

Que le monde politique, que la médiasphère, soient soumis à une influence morale, qu'ils subissent la critique des intellectuels est bien sûr souhaitable. Le problème est que le plus souvent, les intellos-médiatiques jugent de tout et du reste hors de toute constance, de toute considération pour le réel – uniquement en fonction de plans de carrières, de postures publicitaires momentanées ou d'intérêts matériels divers.

Ainsi, ce que le cercle des représentations régnantes tente d'imposer comme dogme est souvent trompeur, car éloigné du réel. Cette timidité des intellos-médiatiques devant le réel, nombre d'intellectuels authentiques l'ont récemment dénoncée, et avec force :

« L'imposture de ce mode de pensée qui s'épargne d'avoir à démontrer ses conséquences pratiques dans le monde réel ». (Bernard Sichère, Seul un Dieu peut encore nous sauver – Le nihilisme et son envers, Desclée De Brouwer, 2002).

« Nier allègrement l'existence de la réalité objective et célébrer ce déni est politiquement dangereux et intellectuellement paresseux (...) ce luxe, seules des personnes totalement coupées de la dure réalité du monde peuvent se le permettre ». (The Philosopher's Magazine – Courrier International, 9/01/2003).

« La réalité, chose triviale avec laquelle les galonnés de la rébellion médiatico-intellectuelle n'entretiennent que des rapports prudemment distants ». (Philippe Muray, Malbaise dans la civilisation, Marianne, 12/08/2002).

Pour imposer leur vue du monde, les intellos-médiatiques n'hésitent pas à employer les méthodes de l'inquisition : anathèmes, excommunication, condamnation pour « crimes par la pensée », révélation du « sens caché », ou subliminal, de textes ou de propos leurs semblant impurs ou immoraux. Tout ce cirque serait sans importance – ne sommes-nous pas dans la société du spectacle ? - s'il n'impressionnait pas négativement les médias et les politiques ; s'il ne les cantonnait pas dans un mode bienséant et « politiquement

¹² Le moralisme est une perversion de la morale comme l'islamisme constitue un extrémisme pervers de l'islam; qui fait œuvre de moralisme est un moralisateur. Le moraliste, lui, étudie les mœurs sous l'angle philosophique ou théologique. Critiquer le moralisme n'est pas prôner l'amoralisme ou l'immoralisme; c'est à l'inverse dénoncer une attitude aux conséquences toujours fâcheuses.

correct » de représentation ; s'il ne compliquait pas l'élaboration d'une pensée enracinée dans la réalité et tournée vers elle.

Au total, il émane des deux bulles ci-dessus dépeintes, un insidieux poison, inodore et sans saveur – indécélable en tout cas sans un conscient effort de volonté. Ce poison intellectuel ressemble au monoxyde de carbone que dégage un poêle mal réglé. Tous deux engourdissent, rendent d'abord somnolent ; provoquent ensuite (comme certains médicaments) une perte de vigilance ; puis déconnectent les défenses naturelles ; enfin, ils tuent – ou, dans notre cas, mettent en position d'être tué, par incapacité de pré-voir, de détecter à temps.

Après le 11 septembre 2001, David Halberstam, l'un des grands intellectuels libéraux américains, a dit *We've been caught napping* - l'Amérique a été frappée pendant sa sieste. Sieste oui, mais pas naturelle. Ce qui l'avait provoquée – et rendu le sommeil d'autant plus profond - c'était une intoxication mentale et une ivresse technologique conjugués ; ivresse analogue à celle des profondeurs, fatale aux plongeurs sous-marins imprudents.

III - Décider

Voici donc les obstacles majeurs sur la voie du décèlement précoce. Il s'est agi d'appréhender puis de discriminer ; nous voici enfin presque en mesure de décider sérieusement. Presque, car, dans une ultime étape, restent à assimiler deux notions cruciales en terme de décèlement précoce. Qui les aura comprises pourra directement détecter, sans risque d'« aller à la dérive dans la confusion sans issue » ; accédera sans difficulté à l'essence de la menace.

Déceler précocement les menaces nécessite en effet d'avoir compris que :

- Nommer correctement (ici, des entités, des actes, des territoires dangereux) est vital ;
- Le surgissement premier d'une menace – qu'il faut à tout prix déceler - est fugace.
- « Les noms attestent leur souveraineté magistrale sur les choses »

Dans la société de l'information, la médiasphère, les communicants et le personnel politique vivent dans l'illusion folle que les mots sont leur propriété. Ils croient pouvoir plaquer impunément des mots sur des choses ; ou jouer avec ces mots, les tordre en tout sens ; ou les édulcorer selon leurs intérêts, lubies ou phobies ; ou enfin vouer les mots qu'ils détestent, qu'ils craignent, à l'« enfer », les étouffer dans le silence.

Cette habituelle manipulation des mots est fort dangereuse. Bienséance, « politiquement correct », besoins propagandistes, termes indéfinis et concepts flottants, proscrivent en fait tout diagnostic efficace et, par l'effet de boomerang décrit ci-dessus (l'intoxication circulaire) trompent ceux-là même qui, à l'origine, falsifient, édulcorent, camouflent, pour abuser ou endormir les autres. Reprenons l'image médicale : ne pas nommer correctement une maladie condamne le patient à dépérir ; ne pas nommer correctement une menace condamne l'Etat attaqué à perdre. Deux exemples :

- Artifice - les attentats du 11 septembre 2001 nous sont d'emblée présentés par l'Amérique officielle comme l'œuvre d'une organisation nommée « al-Qaida ». Notamment dans des infographies, celle-ci est dépeinte comme une sorte d'IRA ou d'ETA islamiste, avec structure pyramidale et direction centralisée comportant des « numéro 2 » ou des « numéro 3 ». Or cette représentation est fautive et il est douteux qu'existe

même, de façon permanente, ce que la justice des Etats-Unis nomme « al-Qaida »¹³. L'auteur a ainsi défié d'importants analystes officiels américains de produire, partant de l'énorme masse des textes, déclarations, fatwas, interviews (authentifiés) d'Oussama ben Laden une seule mention du nom « al-Qaida », sous la plume ou dans la bouche de l'homme censé en être le « chef » ; un seul document officiel matériel (papier à en-tête, élément de propagande, brochure, etc.) portant le nom « al-Qaida » : ils ont vite convenu en être incapables. On a compris qu'à l'inverse, trouver une mention du Hamas dans la bouche de cheikh Yassine, ou du papier à en-tête du Hamas, n'offre nulle difficulté ; de même pour l'ETA ou tout autre organisation terroriste existante.

L'organisation fictive « al-Qaida » est donc, pour la propagande d'Etat américaine, un commode pavillon de complaisance. Le moyen trompeur de présenter une entité proto-plasmique, amorphe, à coup sûr mutante et peut-être acéphale. On comprend l'objectif des créateurs de la « marque » « al-Qaida » : sans elle, comment « vendre » une sorte d'amibe anonyme, ou de paramécie secrète, au public américain, à l'opinion mondiale, comme danger mondial N°1 ? De mois en mois, depuis lors et par souci de correction de trajectoire, on est subtilement passé – l'opinion et la presse étant aisément bernés – de l'organisation al-Qaida au réseau al-Qaida, puis enfin au réseau de type al-Qaida (« al Qaida-type network »).

Mais en pareil cas – effleurons ici la seconde notion, développée plus bas – l'initial est toujours le plus fort, le plus frappant. En même temps que l'image des deux tours foudroyées sur fond de ciel bleu, une certitude s'est donc à jamais gravée dans l'esprit des milliards d'êtres humains alors collés aux télévisions : l'attaque était le fait d'une organisation terroriste nommée « al-Qaida » .

Or l'usage des mots fait naître dans l'esprit humain des représentations, lesquelles lui dictent ensuite sa conduite, son comportement. Le mot organisation re-présente ainsi une entité mécanique (poules, leviers, systèmes d'horloges à l'ancienne, etc.). Or manifestement – et contrairement au vieux terrorisme de la Guerre froide - « al-Qaida » n'est pas de nature mécanique, mais en réalité biologique. Arrosées par la prédication (les

¹³ Des documents de travail, ou des notes internes, ont en revanche été saisis en Afghanistan, évoquant l'Afghanistan des Taliban comme « base du jihad ». « Base » (donc, « Qaida ») étant ici à prendre au sens militaire de « position » - lieu temporaire, susceptible d'être conquis ou perdu - et ne constituant en rien un nom d'organisation fixe et donné une fois pour toutes, comme ETA ou IRA. Obnubilé par l'idée – au

prêches fanatisés, ou dawa) des cellules sortent du terreau islamiste comme champignons après la pluie. Cellules qui peuvent ensuite faire allégeance à Oussama ben Laden et suivre ses consignes.

Là est l'énorme différence : le mécanique est mort et le biologique, vivant. Une automobile ne se répare pas toute seule. En revanche, une plaie se cicatrise seule - et même, la queue du lézard repousse seule. Forcer, par falsification propagandiste, une entité de type biologique dans un schéma mécanique provoque in fine une grave erreur de diagnostic – dont nous savons désormais la cause : l'absence de toute étude du champ préalable d'inspection dans lequel s'inscrivent Oussama ben Laden et ceux, individus ou groupes, qui gravitent autour de lui. Cette erreur de diagnostic n'a profité qu'aux terroristes ; elle explique dix-huit mois d'insuccès dans la traque des chefs de la nébuleuse salafiste.

- Refoulement – Depuis plusieurs années, les médias et les officiels français ont refoulé le mot crime. Le ministère de l'Intérieur publie, et la presse reproduit, les statistiques de la délinquance - bilan policier où, en réalité, crimes et délits se côtoient. Les crimes (vols à main armée, vols avec violence, etc.) sont bien sûr ceux qui inquiètent une population qu'il s'agit d'anesthésier à coup d'euphémismes – grande délinquance, délinquance organisée - contournant, évitant, oubliant ces mots sinistres, ces mots qui fâchent, que sont « crime » et « criminel ». Rappelons que quand deux malfaiteurs armés d'un couteau blessent et dépouillent un passant, ce ne sont pas des délinquants mais, dit le Code pénal (vol en réunion avec armes, tentative de meurtre), des criminels, passibles de la Cour d'assises. Ainsi, l'obsessionnel mot délinquance n'est-il pas innocent : c'est un édulcorant fait pour imposer l'idée d'une criminalité light, comme les aliments allégés du même nom.

Ce cataplasme psychologique émerge vers 1960, au début d'une forte vague criminelle ; il vise déjà à en atténuer l'effet négatif sur l'opinion, comme le démontre ce texte d'époque : « Le mot délinquance ne figure ni dans le dictionnaire Larousse, ni a fortiori dans le Littré. Nous pensons toutefois qu'il correspond à une sorte de nécessité du vocabulaire moderne. Et s'il est vrai que le langage doit évoluer et s'enrichir, nous proposons que le mot délinquance puisse acquérir, d'ores et déjà, droit de cité » (Michel de Saint-Pierre *L'école de la violence, La Table Ronde, 1962*).

fond rassurante – d'affronter une organisation, l'appareil américain de renseignement a pris la période afghane de la nébuleuse ben Laden pour le tout, une phase de son existence pour sa totalité,

On voit quelles ravages de simples mots peuvent provoquer dans la conscience collective. De fait, comment mobiliser police et justice contre une réelle vague criminelle ; comment justifier l'adoption de lois réprimant les criminalités les plus graves (mafias, etc.) en n'invoquant que la délinquance - donc le délit, infraction bénigne, équivalent social du bobo anodin?

Les deux exemples ci-dessus, choisis entre dix autres tout aussi frappants, attestent du pouvoir de nommer – d'autant plus formidable que la situation est de type « dislocation – in-stabilité – in-adaptation – désordre », termes précisément employés par Heidegger et qui définissent parfaitement la conjoncture New York - 9/11. Ne pas pouvoir nommer c'est en effet s'interdire l'accès du champ préalable d'inspection, se rendre incapable de poser un diagnostic. Deux dernières citations sur ce point :

« De quel genre est-ce nommer ? Que veut dire même en général nommer ? Nommer consiste-t-il dans le fait d'affubler quelque chose d'un nom ? Et comment en vient-on à un nom ? [...]. Le verbe « nommer » dérive du substantif « nom ». Là-dedans persiste la racine « gno », c'est à dire, connaissance. Le nom fait faire connaissance. Qui a un nom est connu au loin. Nommer c'est dire, c'est à dire montrer [...] Nommer dévoile, libère de l'abritement ».

« Les noms sont des mots qui exhibent. Ils présentent à la représentation ce qui est déjà. Par la vertu de l'exhibition, les noms attestent leur souveraineté magistrale sur les choses »(les deux citations, MH, Introduction à la métaphysique, op. cit.).

- Le précoce est crucial : « déchirure dévoilante » et « l'éclair gouverne tout »

Cette ultime notion nous permet d'expliquer ce qu'est le décèlement précoce : transformer en une vision d'ensemble la clarté aveuglante de l'éclair déchirant la nuit. Le danger surgissant est une « déchirure dévoilante » ; le déceler, c'est donc discerner au plus vite sa gravité – ou à l'inverse son innocuité. Discerner, c'est poser un diagnostic – ce qui permet ensuite d'avertir, de prévenir, d'agir.

L'image de l'éclair dans la nuit est d'Héraclite, qui vécut vers 576-480 avant JC., à l'aube même de la pensée. Les traductions du fragment B 64 DK (de ce qui subsiste de lui) sont multiples : « l'éclair gouverne toute chose », « c'est l'éclair qui dirige tout », etc. Il signifie cependant clairement que « l'éclair qui permet à toutes choses d'être présentes d'un seul coup, procure de la présence pour une très courte durée » (H. G. Gadamer *Les chemins de Heidegger, Textes philosophiques-Vrin, 2002*), En d'autres termes : tout est clair le temps d'un éclair, puis sombre tout aussi vite dans la nuit. La menace initiale est ainsi d'ordinaire une fulguration – d'où l'absolue nécessité d'être attentif à tout péril émergent, lorsque brièvement, il se révèle pour la première fois.

Dans le cas d'Oussama ben Laden, le décèlement précoce du danger devait s'opérer dès le 23 août 1996. Il publie en effet depuis la province de Khorasan, Afghanistan, une déclaration stratégique de trente pages, fondant théologiquement tout son futur parcours. A supposer même que la CIA ait déserté le théâtre afghan, et que ce mois-là, son poste de Peshawar (au Pakistan) ait été en vacances, la révélation (au sens photographique) devait s'opérer le 12 octobre 1996 : ce jour là, la « fatwa » est mise (pour y rester deux ans...) sur le site Internet de l'association des étudiants musulmans aux Etats-Unis : MSANews, www.mynet.net/~msanews (aujourd'hui fermé). Ce texte de ben Laden est en effet d'une terrible et aveuglante clarté— un éclair dans la nuit.

Il commence par cette formule : *read and get ready for jihad*. Son titre : « Déclaration de guerre contre les Américains occupant la terre des deux Saintes Mosquées – expulsions les infidèles de la péninsule Arabe ». Le texte désigne déjà comme ennemi « l'alliance des sionistes et des croisés » - formule que nous retrouvons plus bas. En conclusion, ben Laden s'adresse ainsi à l'Amérique : « Nos jeunes [moujahidin] savent que vous combattre est deux fois plus glorieux qu'affronter tout autre peuple. Leur seul désir est d'accéder au paradis en vous tuant. [Entre vous et nous] il n'y a rien à discuter. Il n'y a qu'à vous trancher la gorge ». Après les deux attentats d'août 1998 en Afrique, l'auteur a évoqué ce texte avec des experts officiels américains. Ceux – rares – qui l'avaient lu estimaient qu'il s'agissait des élucubrations d'un esprit dérangé – alors que le texte était très précisément ce qu'il affirmait être : une déclaration de guerre.

Mais au pire, l'immensité du péril devait apparaître le 23 février 1998. Ce jour là était créé à Peshawar, Pakistan, le « Front mondial du jihad contre les Juifs et les Croisés ». Fondaient cette alliance islamiste internationale : Oussama Ben Laden ; le chef du Jihad égyptien, Amine Dhaouahri ; le chef de la Jama'a Islamiya, Rifa'i Ahmed Taha ; le patron du jihad Bangladeshi, Abdessalam Mohamed ; et le chef du mouvement Al Ansar-Pakistan, Fazlur Rehman. Le front édictait sur le champ une fatwa légalisant l'assassinat des américains – sans laquelle ces fanatiques ne pouvaient licitement agir. Les premiers attentats massifs suivaient six mois plus tard, à Nairobi et Dar es-Salaam.

Ces deux éclairs déchirant la nuit, l'exécutif américain les a ignorés. Prisonnier de ses routines de pensée, incapable de s'extraire du mode courant de représentation, enivré de technologie, il n'a rien décelé, rien pré-vu. Que les grandes nations continuent ainsi à

piloter, l'œil fixé par routine sur le rétroviseur, et d'autres tragédies surviendront, d'origine terroriste ou criminelle.

Tel est notre avertissement – qui est tout sauf stérile ou négatif, puisque nous proposons aussi une voie. Est bienvenu quiconque voudra s'y engager avec nous, sur la base d'une pensée ferme, hors du bienséant et du routinier. ■

Annexe 1

Une guerre terroriste au Penjab indien, 1978 – 1994 ¹⁴

Avant-même l'indépendance de l'Inde et du Pakistan, soit dès 1947, le rêve d'un Etat Sikh indépendant (baptisé Khalistan) hante certains Sikhs du Penjab indien, mais surtout des émigrés Sikhs de Grande-Bretagne, du Canada et des Etats-Unis.

Au Penjab indien, l'agitation pour l'indépendance du Khalistan débute au printemps 1978. Les bandes nationalistes du prêcheur fondamentaliste J. S. Bhinderanwale commencent à assassiner des modérés Sikhs, pour eux, « collaborateurs » des Indiens. Notons qu'en 1977, le général Zia ul-Haq a pris le pouvoir au Pakistan. Dès lors, ses services spéciaux fournissent une aide massive aux rebelles Sikhs, depuis la partie pakistanaise du Penjab et sa métropole, Lahore.

La terreur indépendantiste gagne les villes et les campagnes du Penjab indien (113 assassinats en 1981-83). En juillet 1982, Bhinderanwale et ses partisans rejoignent, dans l'occupation du Temple d'Or d'Amritsar (le plus sacré des sanctuaires Sikhs), les partisans d'une autre bande nationaliste, le Babbar Khalsa. En avril 1983, A. S. Atwal, N°2 de la police du Penjab, est abattu par des khalistani sur les marches même du Temple d'Or. De janvier à mai 1984, on compte 300 assassinats de civils au Penjab.

En juin 1984, Indira Gandhi rompt avec la politique d'apaisement des khalistani. Elle ordonne à l'armée d'évacuer le Temple d'Or. Nommée « Blue Star », l'opération tourne au massacre : le sanctuaire est en ruines ; un millier de victimes, dont nombre d'innocents. L'insurrection Sikh débute réellement cet été-là. En octobre 1984, Indira Gandhi est assassinée par deux de ses gardes du corps Sikhs. A New Delhi, des pogroms anti-Sikhs font plusieurs milliers de victimes.

Durant l'été 1985, des élections au Penjab indien donnent la victoire aux Sikhs modérés de l'Akali Dal – qui, dès novembre suivant, libèrent tous les « prisonniers politiques » de la province. Peu après, les fanatiques ré-occupent le Temple d'Or d'où ils publient

¹⁴ Voir « Defeating a terrorist movement : lessons from Punjab, 1978-1994 », *Journal of international security affairs*, winter 2003. Pour un éclairage favorable aux Khalistani, voir « The Sikhs of the Punjab, unhrard voices of state and guerrilla violence », Joyce J. M. Pettigrew, Zed books, London, 1995.

(le 29 avril 1986) une « déclaration d'indépendance du Khalistan ». Dès lors et jusqu'au printemps 1988, de 100 à 300 civils sont assassinés chaque mois dans la province.

En avril 1988, K. P. S. Gill (Sikh lui-même) est nommé chef de la police du Penjab. Le mois suivant, il fait évacuer – en douceur cette fois – le Temple d'O et entame une répression ciblée et efficace : 1 266 assassinats politiques au premier semestre 1988, et « que » 688 au second.

Au plan politique cependant, les fanatiques Sikhs gagnent les élections locales de 1989. En 1990, 506 policiers sont abattus au Penjab, ainsi que 19 de leurs proches. En 1990 et 91, 5 058 civils sont assassinés dans la province – il y en avait en 5 070 de 1978 à 1989. K. P. S. Gill opte alors pour la poigne de fer : intégrations des forces police-armée, saturation militaire des zones pro-khalistani, surtout la nuit. Surtout, Gill pratique délibérément les « éliminations sélectives ». En 1990, 1 320 terroristes sont tués par la police, 2 177 en 1991. En 1992, 136 cadres et chefs khalistani sont abattus.

Fin 1992, hormis quelques poches près du Pakistan, la province est à nouveau contrôlée par les forces indiennes. Fin 1993, le gouvernement amnistie les terroristes repentis. En 1994, l'insurrection est matée.

Annexe 2

Un exercice pratique de décèlement précoce :

Extraits de l'introduction de l'étude *Le tour du monde des islamistes*, concernant en réalité la salafiya, publié dans le mensuel *L'Histoire* de septembre 1998, soit juste trois ans avant les attaques du World Trade Center et du Pentagone.

« Dans notre société où l'information, la communication, jouent un rôle si important, il est frappant de voir comme des entités immenses et dangereuses peuvent passer parfaitement inaperçues - et longtemps, encore. Tel est le cas de la *salafiya*, l'un des grands courants islamistes transnationaux avec l'Ikhwān (Frères musulmans) et le Tabligh. Prenez les grands quotidiens anglo-saxons, ceux-là même qui consacrent des pages entières au terrorisme d'Etat iranien, aux attentats du Hamas palestinien : jamais un mot sur le courant salafiste. Au point qu'on doute : ces grands médias savent-ils seulement que la salafiya existe ? ...

Cette étude a donc pour premier objet de combler ce vide. Le second est d'exprimer une inquiétude. Il se trouve que le courant salafiste - y compris ses avatars les plus violents - est traité par l'Arabie Séoudite, le Pakistan et les Etats-Unis avec une réserve telle qu'elle passerait aisément pour de la bienveillance. Un seul exemple, mais significatif : les Taliban s'emparent-ils de Kaboul ? Toute l'Asie (à l'exception du Pakistan) s'inquiète. Mais c'est un « développement positif » pour Washington.

Derrière toutes sortes d'événements dispersés du Maghreb à l'Asie centrale, on sent ainsi comme une vaste *combinazione* bénie par les Etats-Unis, visant d'abord à rendre aux « gentils » (Arabie Séoudite, Pakistan) le contrôle du courant islamiste sunnite qui lui échappait depuis la guerre du Golfe.

Oui mais si la mariée était trop belle ? Si Washington était entraîné par Ryad et Islamabad dans l'un de ces jeux complexes où l'orient musulman excelle - mais où les Etats-Unis ont toujours pataugé ? Un jeu "à la libanaise" dans lequel une communauté rusée - baptisons-là A - s'allie à B, puissance plus considérable (mais plus naïve) qu'elle, dans le seul but de contraindre cette dernière à régler ses propres comptes.

Concrètement : et si l'Amérique, aujourd'hui, à la fois aveuglée par sa phobie anti-irannienne et sous le charme des "experts ès-islamisme" séoudiens et pakistanais, ne voyait

pas plus la salafiya monter en force qu'elle n'avait vu hier venir la révolution islamique à Téhéran, confiante qu'elle était à l'époque en la science des « experts » de la Savak, les services spéciaux du shah ?

Et si l'opération Taliban n'était que la dernière édition en date d'un jeu afghan classique entre tous, qui voit en fin de compte le « sponsor » extérieur berné et dépouillé ?...

Et si la grandiose manœuvre américano - séoudo - pakistanaise échouait ? Et si des sunnites fanatiques s'étaient simplement servis de Washington pour affaiblir - sinon détruire - ce centre de pouvoir chi'ite qu'est l'Iran ? Leur objectif atteint, salafistes, Taliban, etc. auront-ils encore la moindre raison de continuer à écouter les sirènes du Département d'Etat ?

Le monde - avec nos trois conjurés dans la posture toujours drôle de l'arroseur arrosé - ne risquerait-il pas de se retrouver bientôt face à un islamisme plus violent, plus intraitable encore que ceux connus à ce jour, et dont le GIA algérien d'aujourd'hui ne serait qu'une pâle ébauche ? » (ce dernier paragraphe, souligné par nos soins).

Annexe 3

La lutte antiterroriste aux Etats-Unis : bureaucratie, routine, « affairement »

Parfois, une enquête journalistique sort de l'ordinaire. Expliquant une situation complexe, révélant la réalité d'une structure incomprise, la presse remplit alors pleinement sa mission : elle dévoile, elle instruit. Aussi documentée que révélatrice, une enquête de ce type – fort longue, plus d'une page d'un quotidien grand format – paraît dans le Chicago Tribune du 10 février 2003. Nous en commentons ici les points essentiels – dans leur version originale car ici chaque mot compte, doit pouvoir être apprécié à sa juste valeur, et que toute traduction est volontairement ou non, une trahison.

L'enquête est une « tranche » de la vie d'une jeune femme qui, après le 11 septembre 2001, quitte par élan patriotique la banque d'affaires où elle travaillait, pour rejoindre (avec un salaire largement amputé) la cellule blanchiment de la direction antiterroriste du Département d'Etat. L'enquête s'intitule *Following the money – A hard-charging banker left Goldman-Sachs to join the State Department's Counterterrorism finance and designation unit, tracking the financial trail and battling a bureaucracy.*

[Ci-après, les phrases en italique sont des citations de l'enquête]

Cinq faits majeurs ressortent de la lecture attentive de cette enquête :

1°) L'administration Bush paraît avoir un plan de bataille : *We want to detect, disrupt and dismantle terrorists networks before they reach the US shores* et la mission de la jeune banquière antiterroriste est simple : *hampering terrorist financing abroad*, mais au-delà des objectifs idéaux, l'enquête confirme qu'il n'y a pas d'exception, pas même la guerre au terrorisme, à l'observation célèbre de Napoléon : « la guerre est un art simple et tout d'exécution ». Or à Washington, l'exécution ne paraît pas évidente.

2°) Cette jeune femme, ses supérieurs et la haute administration fédérale ne semblent pas disposer de la moindre autonomie de pensée, de la moindre originalité de vue face aux médias : *The nature of this job is that you're at the mercy of events... At the State Department (...) senior staff members gather every morning at nine in the office of the new counterterrorism chief. It's a lot about the crisis du jour... Often, whatever terrorism related news is in the headlines... It's almost like CNN runs your day* »

3°) La machine antiterroriste fédérale semble être une indéchiffrable usine à gaz : A hectic, often frustrating routine... This amorphous thing called the war on terrorism... Frustrations of trying to coordinate among the many agencies involved in antiterrorist efforts... In Washington, antiterrorism programs sprawl across countless federal agencies, from the CIA to the FBI, from the National Security Agency to the Pentagon, from Customs to Coast Guards.

[Quand il sera en ordre de bataille, le futur ministère américain de la sécurité Department of Homeland Security, que l'article nomme Homeland Security Behemoth, comptera 175 000 fonctionnaires, provenant de 22 ministères et services...]

4°) La base du travail consiste à dresser des terrorist watch lists, à faire des nomenclatures d'individus et d'organisations : the US maintains lists of groups and individuals designated as terrorists... Cela démontre qu'en général, l'appareil antiterroriste américain accepte sans broncher l'idée que les entités et individus qu'il doit traquer sont forcément stables, durables et dotés d'un nom permanent, ou d'une identité fixe, à l'occidentale. C'était le cas des terrorismes du temps de la Guerre froide, mais c'est aujourd'hui, et en tout cas hors d'Europe, hautement douteux.

[Douteux et même absurde, y compris pour les expatriés du Proche-Orient. L'auteur a un vieil ami qui réside dans la péninsule arabe. Cet ami possède dix documents délivrés par les ministères locaux : carte de séjour, permis de conduire, visa permanent, etc. Aucun de ces documents ne transcrit déceimment son état-civil d'origine. Appelons l'homme Jean, Pierre, Maurice, Dupont-Durand. Un document local est au nom de M. Jen Duron, le second, de M. Bière Maurice, le troisième, de M. Dugont Mauric Durant, et ainsi de suite dans la plus parfaite fantaisie (et sans nulle exagération). Dans toute la région, il est bien sûr exclu de retrouver par voie informatique, dans quelque ministère, consulat ou aéroport que ce soit, un M. Dupont-Durand qui peut encore, d'évidence et sans obstacle, commander à une banque locale un chéquier et une carte de crédit au nom de M. Bière Maurice. Idem pour tous ses collègues. On voit d'ici la watch list les concernant et la « traque » de leurs finances... Encore sont-ce des Européens, au patronyme fixe. Essayons maintenant de faire des listes à base de « Ali bin Mohammad al-Bagdadi » (Ali, fils de Mohammad, originaire de Bagdad)...]

5°) La dimension personnelle : notre financière antiterroriste est accablée de tâches futiles l'empêchant de se concentrer sur son travail. Selon ses propres dires, elle trouve à

son retour d'un déplacement de 10 jours ouvrables, 400 « courriels » dans son ordinateur : 40 par jour... Enfin, la logique du système fait qu'elle ne voit plus que ses collègues de bureau : most of her time these days is spent with people from work... Because of security, there are only so many people you can talk about your day with.

Conclusion de l'enquête : It is relatively easy to deposit and move money many places with few questions asked, or paper trails left. International finance experts predict that is unlikely to change anytime soon. Comment s'en étonner, quand on voit à quel point cette courageuse jeune femme (surchargée et désormais mal payée) se trouve dans les pire circonstances possibles pour jouer la difficile partie qui est la sienne, c'est à dire pour penser ? En pareil cas, qu'advierait-il même des plus grands champions d'échecs s'ils devaient jouer sans jamais pouvoir se concentrer, entre d'incessantes rafales d'e-mails et d'appels téléphoniques, sur un échiquier dont les cases changeraient sans cesse de taille, de forme et de nombre ; ce avec des pièces évanescentes – et sans savoir quand s'achèverait la partie, ou même si elle finirait un jour ?